

La mise au point du réacteur CANDU constitue l'une des grandes réalisations technologiques canadiennes. Ce système est nécessaire pour réduire la dépendance du monde à l'égard du pétrole. En outre, nos partenaires commerciaux du monde industrialisé comptent sur les gisements d'uranium du Canada pour que se poursuivent les programmes de réacteurs nucléaires qu'ils ont, comme nous, mis en oeuvre pour répondre à une part grandissante des besoins énergétiques. A défaut d'autres techniques, les pays en développement se tourneront aussi vers l'énergie nucléaire lorsqu'ils auront épuisé les autres sources d'énergie conventionnelle et édifié l'infrastructure nationale nécessaire aux grands réacteurs actuels. Même s'il faut intensifier la recherche en matière de conservation et de recyclage de l'énergie, la planification énergétique au Canada et ailleurs doit s'attacher aux ressources actuellement disponibles.

Même si le Gouvernement canadien reconnaît les besoins énergétiques légitimes de ses partenaires commerciaux, il est déterminé à faire tout en son pouvoir pour éviter de contribuer à un élargissement du club atomique. C'est pourquoi il a décidé unilatéralement d'accroître davantage ses exigences en matière de garanties. Comme par le passé, nous sommes disposés à assumer les conséquences commerciales de notre avant-gardisme. C'est le prix que nous sommes prêts à payer pour freiner la menace que fait peser la prolifération nucléaire sur le genre humain.

Pour que notre politique d'exportation soit pleinement efficace, nous devons convaincre d'autres fournisseurs nucléaires d'en adopter de semblables. Lors d'entretiens, nous avons exhorté nos homologues à prendre une décision collective pour limiter leurs exportations aux Etats non dotés d'armes nucléaires qui ont ratifié le Traité sur la non-prolifération ou qui sont disposés à accepter un contrôle global de leur programme. Nous regrettons qu'à ce jour cela n'ait pas été possible. Le Canada est toutefois déterminé à assumer ses responsabilités là où il a compétence pour agir, c'est-à-dire au niveau de ses exportations d'équipement et de techniques nucléaires et d'uranium. Nous traçons une voie qui nous l'espérons, sera irrésistiblement suivie par les autres fournisseurs nucléaires.

Je profite donc de l'occasion pour les inviter à revoir leurs politiques d'exportations, non pas en fonction des profits qu'ils peuvent en retirer, mais dans l'intérêt de la sauvegarde d'un monde sûr et viable.